

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.991
11 août 2005

FRANÇAIS

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA NEUF CENT QUATRE-VINGT-ONZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 11 août 2005, à 10 h 10

Président: M. Masood KHAN (Pakistan)

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je déclare ouverte la 991^e séance plénière de la Conférence du désarmement. Je vous souhaite la bienvenue à tous après la brève pause de cet été et le début de la dernière partie de la session de 2005 de la Conférence.

Je souhaite chaleureusement la bienvenue à nos trois nouveaux collègues: M. Brasack, Ambassadeur de l'Allemagne, M. Draganov, Ambassadeur de la Bulgarie, et M. Faidutti Estrada, Ambassadeur de l'Équateur. Au nom des membres de la Conférence du désarmement, je tiens à profiter de l'occasion pour les assurer de notre coopération et de notre appui dans l'exercice de leurs fonctions.

Aujourd'hui, nous faisons aussi malheureusement nos adieux à notre distingué collègue, l'Ambassadeur Petőcz, de la Slovaquie, qui va bientôt quitter Genève pour assumer d'autres fonctions importantes. Il était Représentant permanent de la République slovaque auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève depuis 1999. Durant son mandat, il a représenté son gouvernement avec autorité et distinction. Parallèlement à ses fonctions importantes en dehors du domaine du désarmement, il a participé activement aux travaux de la Conférence. Il a aussi présidé la deuxième Conférence annuelle des États parties au Protocole II annexé à la Convention sur certaines armes classiques. Son dévouement au service du désarmement en général et sa contribution à l'heureuse issue de cette Conférence ont été appréciés par tous les États parties. Au nom de la Conférence du désarmement et en mon propre nom, je souhaite à l'Ambassadeur Petőcz et à sa famille tous mes vœux de succès et de bonheur.

Je passe maintenant à la liste des orateurs pour la séance plénière d'aujourd'hui. Le premier orateur sur ma liste est l'Ambassadeur Brasack, de l'Allemagne.

M. BRASACK (Allemagne) (traduit de l'anglais): Je vous remercie vivement, Monsieur le Président, pour vos mots aimables. Avant de commencer ma brève déclaration, je voudrais signaler, sur un ton plus personnel, que je suis entré pour la première fois dans cette salle il y a 16 ans, en 1989. J'avais alors encore peu d'expérience. C'était à l'occasion du discours d'adieu de celui qui occupait alors le poste d'Ambassadeur de l'Allemagne auprès de la Conférence du désarmement, M. von Stülpnagel, auquel a succédé M. von Wagner, dont certains ont peut-être entendu parler. C'est donc pour moi un grand plaisir que d'être ici à nouveau.

Comme c'est la première fois, Monsieur le Président, que j'ai l'honneur de prendre la parole ici, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre accession à ce poste de responsabilité. Je tiens à vous assurer de l'appui sincère et sans réserve de ma délégation. Permettez-moi aussi de remercier vos prédécesseurs, l'Ambassadeur Chris Sanders, des Pays-Bas, qui est déjà parti pour assumer d'autres fonctions importantes, l'Ambassadeur Tim Caughley, de la Nouvelle-Zélande, l'Ambassadeur Joseph Ayalogu, du Nigéria, et l'Ambassadeur Wegger Strømme, de la Norvège, pour les efforts qu'ils ont faits et que j'ai suivis avec beaucoup d'attention pour rapprocher les positions afin de parvenir aussi rapidement que possible à adopter le programme de travail de la Conférence du désarmement.

Comme vous le savez tous, l'Allemagne appuie tous les efforts faits pour nous rapprocher de l'adoption d'un programme de travail, en particulier la proposition de cinq Ambassadeurs, parce que nous considérons qu'il s'agit d'une proposition de compromis globale acceptable, dans laquelle il est tenu compte des diverses priorités et préoccupations en matière de sécurité. Mais il faut pour cela une souplesse politique, une volonté d'accepter des compromis, une aptitude

(M.Brasack, Allemagne)

à avancer et, ce qui n'est pas le moins important, la volonté de faire connaître ses positions officielles. C'est aussi sur cette base que l'on peut élaborer une approche concertée et équilibrée sur cette difficile question. L'impasse dans laquelle se trouve la Conférence ne s'explique pas par une structure fondée sur les groupes régionaux, si l'on peut dire. Le large appui de tous les groupes à la proposition de cinq Ambassadeurs prouve le contraire.

Malgré l'impasse dans laquelle la Conférence se trouve depuis longtemps, je commence mes activités ici à Genève avec beaucoup d'optimisme et de confiance. Je suis profondément convaincu que toutes les délégations recherchent en fin de compte le même objectif et appuient un multilatéralisme efficace dans le domaine du désarmement et de la maîtrise des armements. Je partage pleinement les vues exprimées par le Secrétaire général de l'ONU, M. Koffi Annan, dans son concept intitulé «dans une liberté plus grande», selon lequel le succès par le multilatéralisme n'est pas toujours garanti, mais les États n'ont pas d'autre solution raisonnable que de travailler ensemble, même si la coopération nécessite de prendre au sérieux les priorités des partenaires pour qu'eux aussi prennent les vôtres au sérieux.

Les questions auxquelles nous devons répondre se posent depuis longtemps, ce qui montre clairement qu'elles sont complexes, mais pas du tout qu'elles sont devenues obsolètes. Elles sont fondamentales dans le programme de la communauté internationale et le demeurent même, voire justement, à la lumière de l'évolution des conditions internationales. Par ailleurs, pour les traiter de manière adéquate et complète, il faut notamment assurer une plus large participation de la société civile et de la communauté mondiale. Un déblocage de la Conférence du désarmement serait le signe visible d'une volonté de poursuivre de manière décisive les efforts mondiaux de désarmement.

Je tiens à vous assurer que c'est avec un grand plaisir et beaucoup de confiance que j'assume mes fonctions d'Ambassadeur de l'Allemagne auprès de cette Conférence, même en ces temps difficiles. C'est pourquoi je vous appelle vigoureusement tous à relancer vos efforts, à redoubler d'efforts, pour que la Conférence s'attelle à nouveau à des travaux de fond pour s'acquitter du mandat qui lui a été donné.

Vous pouvez compter sur l'appui et la coopération sans réserve de la délégation allemande dans vos efforts visant à faire adopter le programme de travail de la Conférence aussi rapidement que possible.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je vous remercie beaucoup, Monsieur l'Ambassadeur, de vos mots aimables adressés au Président de la Conférence et de l'expression de votre appui à la présidence. L'orateur suivant sur ma liste est l'Ambassadeur Petko Draganov, de la Bulgarie.

M. DRAGANOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, je vous félicite de votre accession à ce poste. J'espère sincèrement que vos efforts permettront de rapprocher la Conférence de l'objectif pour lequel elle a été créée. Vous avez l'appui de ma délégation dans l'exercice de vos fonctions difficiles. Je tiens à profiter de l'occasion pour remercier aussi le Secrétaire général de la Conférence, M. Sergei Ordzhonikidze, et son adjoint,

(M. Draganov, Bulgarie)

M. Enrique Román-Morey, tout le personnel et les membres ici présents pour leur accueil chaleureux.

La position de la Bulgarie pour ce qui est de dégager un consensus à la Conférence du désarmement a été présentée à nouveau par mon prédécesseur lors de la récente séance plénière et je ne répéterai donc pas les vues de ma délégation sur les questions fondamentales ou l'ordre du jour de la Conférence. Je rappellerai seulement certaines observations générales.

Je suis fier de représenter un pays qui est membre de cette auguste instance depuis sa création et est partie à tous les grands accords multilatéraux sur la maîtrise des armements. La maîtrise des armements et le désarmement à l'échelle internationale sont prioritaires dans notre doctrine de sécurité nationale. Il est donc naturel que mon pays s'intéresse aux travaux de la Conférence.

Ce n'est pas ma première déclaration devant cette vénérable assemblée. En août 2000, j'ai même eu l'honneur de présider la Conférence du désarmement et je connais donc la situation difficile dans laquelle elle se trouve. Je me rappelle alors comment les États membres se rendaient compte que l'environnement politique et stratégique dans laquelle nous travaillons avait changé et qu'il fallait faire preuve d'une détermination politique et diplomatique plus grande pour faire avancer la réalisation des objectifs de la Conférence. Ces objectifs n'étaient pas alors hors de portée, mais il semblait qu'il fallait davantage de patience et d'obstination. Aujourd'hui, cinq ans après, nous faisons face à une situation similaire et disons plus ou moins la même chose. Est-ce à dire que nous sommes condamnés à l'échec? Je ne le crois pas. Je le disais alors et je le redis aujourd'hui. Je tendrais plutôt à penser que, quand un problème se pose dans les relations internationales et la sécurité mondiale, il y a sûrement du travail pour les diplomates. Nous n'avons pas d'autres solutions que de persister et persévérer, si vous le voulez. Je suis aussi convaincu que nous ne devrions pas être ici de simples représentants de nos gouvernements respectifs; nous devrions aussi nous efforcer davantage de contribuer à l'élaboration des politiques de nos gouvernements. Nous devons faire le maximum pour avancer.

Je vous remercie, Monsieur le Président, des mots aimables que vous m'avez adressés au début de cette séance.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je vous remercie vivement des mots aimables que vous avez adressés à la présidence. Nous prenons note de vos suggestions et des encouragements que vous nous adressez pour que nous progressions. Nous devons être persévérants. Le prochain orateur sur ma liste est le représentant de la Norvège, M. Kjetil Paulsen.

M. PAULSEN (Norvège) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre accession à ce poste. Vos remarquables talents diplomatiques ne seront pas de trop pour sortir la Conférence de l'impasse actuelle.

Le mardi 26 juillet, M. Jean Ping, Ministre gabonais des affaires étrangères, a remis au Président de l'Assemblée générale des Nations Unies une lettre dans laquelle le Ministre norvégien des affaires étrangères appelle à un renforcement des engagements internationaux dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement nucléaire.

(M. Paulsen, Norvège)

Était jointe à cette lettre une déclaration sur les questions mentionnées précédemment, approuvée par les Ministres des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, de l'Australie, du Chili, de l'Indonésie, de la Roumanie et du Royaume-Uni, ainsi que de la Norvège. Ces Ministres ont aussi soumis une proposition commune pour le projet de document final du Sommet des Nations Unies de septembre. Ces deux documents sont maintenant distribués dans cette salle pour information.

Cette initiative qui dépasse véritablement les clivages régionaux a aussi été approuvée par tous les membres de l'ONU. Nous nous félicitons de ce que le Secrétaire général Koffi Annan ait accueilli chaleureusement cette contribution au Sommet de septembre.

Cette initiative est équilibrée et orientée vers un consensus. Elle fournit un moyen de progresser sur cette partie spécifique du document final du Sommet.

Les réactions et observations que nous avons reçues jusqu'ici montrent que l'initiative suscite un large appui de tous les groupes régionaux. Ceci est très prometteur pour les efforts que nous faisons en commun pour mettre un terme à la prolifération des armes nucléaires et progresser davantage dans le désarmement nucléaire tout en respectant pleinement le droit à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire dans le cadre du Traité sur la non-prolifération.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je vous remercie vivement de nous avoir communiqué les détails de l'initiative norvégienne. Le prochain orateur sur ma liste est l'Ambassadeur Juan Carlos Faidutti Estrada, de l'Équateur.

M. FAIDUTTI ESTRADA (Équateur) (traduit de l'espagnol): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous remercier très sincèrement pour l'aimable accueil que vous m'avez réservé. C'est pour l'Équateur et pour moi-même un grand honneur de faire partie de cette unique instance de négociation sur le désarmement. Je souhaite aussi vous féliciter pour votre accession à la présidence de la Conférence. Je suis convaincu que la Conférence pourra sous votre direction atteindre les objectifs que vous avez vous-même fixés. Je voudrais aussi profiter de l'occasion pour m'acquitter de la tâche que m'a confiée le Président constitutionnel de la République de l'Équateur, M. Alfredo Palacio, à savoir transmettre nos meilleurs vœux à vous et, par votre intermédiaire, à tous les distingués membres de la Conférence. Comme c'est la première fois que je prends la parole devant la Conférence du désarmement, je tiens à vous assurer que vous pouvez compter sur la totale coopération de ma délégation et de moi-même pour mener à bien les travaux de cette Conférence. J'espère y contribuer de manière à ce que nous puissions bientôt aborder les questions de fond de notre ordre du jour. J'adresse mes salutations à M. Sergei Ordzhonikidze, Secrétaire général de la Conférence, et à son adjoint, l'ambassadeur Enrique Román-Morey. Je salue aussi le secrétariat de la conférence pour l'appui précieux qu'il fournit à cette instance.

Dans le contexte de l'objectif consistant à promouvoir un monde stable et pacifique facilitant l'épanouissement complet des peuples, l'Équateur, dans sa politique extérieure, attache une importance particulière au maintien et au renforcement de la sécurité internationale, notamment grâce au renforcement des régimes d'interdiction et de non-prolifération des armes

(M. Faidutti Estrada, Équateur)

de destruction massive et à l'intensification du dialogue et des négociations sur les aspects sensibles du programme en matière de sécurité internationale. Les principes que mon pays a appuyés à l'Assemblée générale des Nations Unies, dans cette Conférence et dans d'autres instances, ainsi qu'aux niveaux régional et bilatéral, sont bien connus. Ces principes ont été guidés par la vocation pacifique historique de l'Équateur. L'Équateur a de manière similaire réaffirmé sa totale adhésion au système multilatéral de désarmement, en tant que mécanisme souple, équilibré et complet pour parvenir à des accords sur les questions de désarmement. Cet appui au système multilatéral est réaffirmé par notre conviction que les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies devraient être pleinement appliquées et que cette Conférence ne doit pas échapper à cette règle.

Sur ces mêmes bases, l'Équateur est aussi lié aux régions des Andes, de l'Amérique du Sud et de l'Amérique latine auxquelles il appartient et qui sont tenues par leur engagement de ne disposer d'aucun type d'armes nucléaires, l'objectif étant qu'aucune arme de destruction massive ne soit mise au point ou, pire encore, utilisée. L'Amérique latine et les Caraïbes ont montré qu'elles constituaient une région où l'interdiction et la non-prolifération faisaient partie du patrimoine historique. Le Traité de Tlatelolco a permis de créer la première zone exempte d'armes nucléaires et constitue un exemple dont nous espérons qu'il pourra être suivi.

Malgré les efforts considérables faits dans diverses instances et dans diverses régions du monde, le tableau stratégique international n'est pas particulièrement encourageant. La préoccupation est grande et de plus en plus forte face aux risques de prolifération des armes de destruction massive, prolifération qui irait à l'encontre de tous les efforts réalisés par la communauté internationale pour éliminer les armes de tous types, y compris les armes nucléaires. À ceci s'ajoute en outre le risque que des matières nucléaires tombent entre les mains de terroristes. Face à cette situation peu encourageante, il est urgent de mener une action conjointe et concertée pour renforcer et améliorer l'efficacité du régime de non-prolifération nucléaire. Dans ce contexte, je dois malheureusement réaffirmer la profonde préoccupation de l'Équateur et de son gouvernement face à la paralysie qui frappe la Conférence du désarmement. Les pays et les peuples, comme celui de l'Équateur, continuent d'être déçus en constatant que cette instance, qui est appelée à jouer un rôle important consistant à promouvoir la conclusion d'accords sur des normes et mécanismes adéquats pour appuyer la paix et la sécurité internationales, n'est toujours pas capable d'approuver un programme de travail qui lui permettrait de s'acquitter de la tâche qu'elle s'est fixée.

Les conditions internationales actuelles ainsi que les problèmes économiques pressants que connaissent d'innombrables parties de l'humanité font qu'il est urgent d'atteindre l'objectif consistant à parvenir à des accords de désarmement susceptibles de dissiper les menaces de destruction, notamment par des armes de destruction massive, partout dans le monde. Les tâches consistant à assurer le développement économique et social, et en particulier à réduire la pauvreté dans nos sociétés, sont des objectifs nationaux communs qui nécessitent le lancement d'initiatives pratiques visant à promouvoir la limitation des dépenses consacrées à la défense extérieure. Ceci aiderait à renforcer les efforts faits par nos gouvernements pour satisfaire les besoins sociaux et contribuerait à la paix et à la stabilité démocratique et au respect du droit, tout particulièrement en ce qui concerne les droits de l'homme.

(M. Faidutti Estrada, Équateur)

Comme on le sait, d'innombrables efforts ont été faits et d'innombrables propositions ont été formulées dans le cadre de cette Conférence, par des délégations, dont beaucoup de pays du Groupe des 21, auquel l'Équateur appartient, et un nombre considérable de pays d'Amérique latine, qui ont, par le passé apporté des contributions majeures pour dégager un consensus susceptible d'aider cette instance à se mettre d'accord sur un programme de travail et à s'atteler ainsi à ses tâches, ce qui, sans aucun doute, ouvrira de nouvelles perspectives pour offrir au monde des éléments permettant de renforcer la paix entre les peuples. La délégation que je dirige actuellement estime que, pour revitaliser la Conférence du désarmement, il faut avant tout que les États membres fassent clairement la preuve d'une volonté politique et d'une détermination nouvelles et renouvelées. Il faut pour cela des concepts novateurs imaginés et appliqués dans les plus hautes instances politiques, avec la participation des principaux acteurs de la scène politique internationale. La Conférence offre de précieuses occasions de dialogues et de négociations multilatérales afin de réaliser l'objectif d'un désarmement qui éliminerait toute menace pour l'humanité. J'espère donc que l'on redoublera d'efforts pour sortir la Conférence de l'impasse. Sans méconnaître les difficultés et les sensibilités qui existent sur ces questions délicates, vous pouvez compter, Monsieur le Président, sur la coopération et le concours de ma délégation pour atteindre cet objectif complexe: établir rapidement un mandat efficace et réaliste pour cette unique instance multilatérale de négociation sur le désarmement.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je vous remercie vivement, Monsieur l'Ambassadeur, de votre déclaration très détaillée. Nous devrions tenir compte de votre suggestion tendant à ce que nous nous attelions au travail de fond au plus vite. Je vous remercie aussi de votre appui à la présidence. Le prochain orateur sur la liste est l'Ambassadeur Kálmán Petőcz, de la Slovaquie.

M. PETŐCZ (Slovaquie) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter de votre accession à ce poste et vous souhaiter un plein succès dans l'exercice de vos fonctions. Je vous remercie vivement des mots aimables que vous m'avez adressés au début de la séance. C'est un honneur pour moi de faire mes adieux à cette auguste instance sous votre présidence. Vous vous êtes présentés comme le digne successeur de vos deux collègues que j'ai connus durant mon mandat ici à Genève, les Ambassadeurs Munir Akram et Shaukat Umer, éloquentes, érudits, raffinés, dotés de grands talents diplomatiques, prêts à prendre des positions énergiques à tout moment et dans toute instance, au nom de leur nation et de leur groupe.

Je profite aussi de l'occasion pour souhaiter la bienvenue à nos nouveaux collègues, les Ambassadeurs Bernhard Brasack, de l'Allemagne, Juan Carlos Faidutti Estrada, de l'Équateur, et Petko Draganov de la Bulgarie, qui est bien sûr un vieil ami depuis sa première nomination ici à l'Office des Nations Unies à Genève.

J'ai passé plus de six ans à Genève. Cependant, ma déclaration ne sera pas trop longue. Il semble que, plus longtemps on participe aux travaux de la Conférence du désarmement, plus il est difficile de contribuer soit à la procédure soit au fond avec des inventions frappantes par leur nouveauté, sans être trop répétitif. Heureusement, de nouveaux collègues, pleins d'enthousiasme et d'optimisme, continuent d'arriver, apportant de nouveaux espoirs et des idées nouvelles, ou au moins relancées. En outre, le Ministre Eduard Kukan, dont je relève, a fait ici il y a quelques

(M. Petőcz, Slovaquie)

mois une déclaration de fond présentant la position de la République slovaque et je pourrais difficilement y ajouter quoi que ce soit.

Lorsque l'on observe l'activité de la Conférence, on peut s'interroger: pourquoi, malgré l'absence de négociations, la Conférence continue-t-elle de susciter autant d'attention et une présence aussi forte des délégations au niveau des ambassadeurs et pourquoi est-elle toujours considérée comme le meilleur club de la ville? Je pense que les raisons sont nombreuses. La Conférence n'est pas un organe ordinaire des Nations Unies. C'est un organe semi autonome, créé lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. Deuxièmement, le cadre historique de cette salle renforce l'honorabilité de la Conférence et rend nos débats plus sérieux, parfois même trop sérieux. La Conférence a réussi à préserver les bonnes traditions diplomatiques consistant à maintenir de très bons contacts entre les délégations en dehors de la salle de conférence, à souhaiter la bienvenue aux nouveaux venus, à faire des déclarations d'adieu, en bref à respecter chacun. Troisièmement, et c'est peut-être là le plus important, la Conférence traite (ou devrait traiter) de questions qui sont très importantes du point de vue des intérêts en matière de sécurité nationale et des priorités nationales de ses membres, comme vous-même, Monsieur le Président, l'avez aussi fait observer dans votre déclaration d'ouverture du 14 juillet.

Quelles sont donc les priorités nationales de la Slovaquie à la Conférence du désarmement? Quelles priorités et quels intérêts en matière de sécurité nationale un pays ou une nation peut-il avoir quand, en tant que partie de l'Europe centrale, il a été témoin de l'histoire européenne troublée du XX^e siècle et en a été l'objet plutôt que l'acteur? Quelles priorités une petite nation peut-elle avoir lorsqu'elle vit à présent dans des relations de paix et d'amitié avec tous ses voisins et est fermement intégrée dans les structures européennes et euro atlantiques sur les plans de l'économie, de la politique et de la sécurité?

Il n'y a pas, au sens strict, de priorités nationales de la Slovaquie à la Conférence du désarmement, ce qui signifie que nous n'avons pas de programme spécial qui serait en concurrence avec les priorités des autres ou qui créerait des interférences avec lesdites priorités. Je peux bien sûr retenir le traité sur les matières fissiles comme question concrète sur laquelle nous aimerions que des négociations commencent rapidement, dans le cadre de ce qui nous paraît la suite la plus logique des travaux de la Conférence. De manière générale, cependant, nos priorités sont identiques aux principes primordiaux de l'ONU: préserver la paix et garantir la sécurité dans le monde. Ceci aurait des conséquences positives, soit directement soit indirectement, également pour le peuple et les citoyens de la Slovaquie. Cette considération sera aussi le principe directeur de nos travaux dans le cadre du Conseil de sécurité lorsque nous y assumerons nos fonctions de membre non permanent à partir du 1^{er} janvier de l'année prochaine.

Pour ce qui est de la Conférence du désarmement, nous sommes prêts à appuyer toute proposition ou initiative rationnelle qui nous rapprocherait d'un accord sur la façon de redonner à cet organe l'envie de négocier et qui contribuerait sensiblement à la réalisation des objectifs mondiaux mentionnés précédemment. Cependant, notre souplesse a des limites et ne doit pas être confondue avec de la naïveté: ce sont tout d'abord les délégations essentielles et les principales

(M. Petőcz, Slovaquie)

capitales qui doivent parvenir à un accord. Nous comprenons et acceptons bien évidemment que les nations qui assument une plus large part de responsabilités pour la sécurité mondiale ont leurs priorités spécifiques. Nous pouvons aussi comprendre que les nations qui se trouvent dans des régions géopolitiquement sensibles aient leurs priorités spécifiques. Il me semble que pour sortir la conférence de la situation actuelle il faudrait une solution globale. Je ne suis pas sûr que toutes ces considérations complexes puissent être intégrées dans le programme de travail de la Conférence, isolé du monde extérieur et limité dans le temps par suite d'une interprétation rigide du règlement intérieur.

Les meilleurs souvenirs de mon mandat à Genève sont liés à des événements pour lesquels j'ai assumé des responsabilités et pour lesquels j'ai pu faciliter des négociations ou des débats. Je suis convaincu que c'est le domaine où les petites nations, agissant de bonne foi et l'esprit ouvert, peuvent contribuer le mieux aux activités des organismes multilatéraux. J'ai été cinq fois coordonnateur régional du Groupe des États d'Europe orientale et une fois coordonnateur du Groupe des États occidentaux, ce qui fut très instructif pour moi. En outre, en dehors de la Conférence du désarmement, j'ai eu l'honneur et le plaisir de présider les préparatifs et les travaux de la Conférence annuelle de 2000 des États parties au deuxième Protocole modifié, annexé à la Convention sur certaines armes classiques, et de participer activement à la relance du processus relatif à cette Convention. Par la suite, en 2001, j'ai été l'un des vice-présidents et coordonnateur pour l'Europe orientale de la Conférence mondiale contre le racisme à Durban. Toutes ces fonctions, ainsi que d'autres que je n'ai pas mentionnées, m'ont donné la possibilité de rencontrer d'excellents partenaires de nombreuses nations appartenant à diverses parties du monde et de travailler avec eux. J'ai beaucoup appris pour ce qui est d'écouter les autres et aborder les problèmes sous divers angles et points de vue.

Au cours de mon mandat à Genève, je n'ai malheureusement pas eu le privilège et l'honneur de présider la Conférence du désarmement. Cependant, en 2006, ce sera à nouveau au tour de la Slovaquie d'assurer cette présidence. Tout en regrettant de ne pouvoir relever ce défi, je souhaite à mon successeur, le futur Ambassadeur slovaque, tout le succès possible à ce poste de responsabilité. J'espère que, comme dernier président de la session de 2006, il pourra rendre compte à l'Assemblée générale de progrès réels dans les travaux de cette instance multilatérale qui reste selon moi très très importante.

Enfin, je tiens à vous souhaiter à tous tout le succès possible dans vos futures entreprises. Je vous remercie tous pour votre coopération, les bonnes relations que nous avons entretenues et votre amitié. Je remercie tous les anciens présidents pour leurs efforts inlassables, en particulier l'Ambassadeur Chris Sanders, qui est déjà parti, mais avec lequel j'ai passé six ans ici à Genève. Je remercie aussi le Secrétaire général de la Conférence, M. Sergei Ordzhonikidze, son adjoint, M. Henrique Román-Morey, M. Jerzy Zaleski et les autres collaborateurs au Département des affaires de désarmement, ainsi que les membres du personnel technique et les interprètes.

Je rends aussi hommage à l'UNIDIR et à sa Directrice, M^{me} Patricia Lewis, pour le travail d'analyse et d'information qu'elle a réalisé pour la communauté du désarmement, et aux organisations non gouvernementales qui s'intéressent aux questions de désarmement et de maîtrise des armements.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je vous remercie vivement, Monsieur l'Ambassadeur, pour votre appréciation très émouvante de mon rôle et de ma contribution. J'ai été agréablement surpris, mais je vous remercie. Je pense que votre qualification positive des travaux de la Conférence sera bien accueillie par les collègues et les États membres qui perdent espoir. Je vous remercie de vos suggestions. Elles sont précieuses et j'espère qu'elles inciteront la Conférence à aborder certaines des questions de fond et, bien que vous n'ayez pas présidé la Conférence, vous avez occupé ici une place particulière parmi vos collègues. Nous vous souhaitons tout le succès possible dans vos prochaines fonctions et nous vous regretterons. Je vous adresse tous nos vœux au nom de tous les membres de la Conférence. Je vous remercie.

Le prochain orateur sur ma liste est l'Ambassadeur Carlo Trezza, de l'Italie.

M. TREZZA (Italie) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter et de vous adresser mes meilleurs vœux pour le succès de votre mandat. Je tiens aussi à souhaiter la bienvenue à nos nouveaux collègues, les Ambassadeurs Brasack, de l'Allemagne, Draganov, de la Bulgarie, et Faidutti Estrada, de l'Équateur. Je regrette le départ de l'Ambassadeur Kálmán Petőcz, dont j'ai apprécié la déclaration d'adieu.

Monsieur le Président, nous avons écouté avec beaucoup d'attention votre déclaration d'ouverture très inspirante du 14 juillet et avons pris bonne note de son contenu. Nous sommes prêts à vous appuyer dans vos efforts. Vous avez mentionné dans vos remarques les sentiments et préoccupations de plusieurs délégations sur l'avenir de la Conférence et de son rôle en matière de négociation. Nous sommes parmi ceux qui estiment que cette instance devrait rester le centre de coordination pour tout développement dans le domaine du désarmement multilatéral; les compétences, les connaissances et le réseau de relations et de confiance mutuelle établies entre les délégations sont des atouts très précieux qu'il ne faudrait pas perdre. Comme vous l'avez très justement dit, rien ne sert de démolir une institution à laquelle nous voulons donner une nouvelle vie et nous estimons comme vous que l'impasse actuelle ne devrait pas nous dissuader d'étudier des idées et des initiatives propres à relancer les travaux de la Conférence.

Nous sommes reconnaissants à la présidence du G-8, assurée par le Royaume-Uni, pour avoir présenté la toute dernière position de ce groupe sur les questions qui intéressent la Conférence et nous jugeons réconfortant le fait que les dirigeants du G-8 ont reconnu le rôle que doit jouer la Conférence pour progresser vers la réalisation des objectifs de non-prolifération et de désarmement et l'ont appelée à reprendre ses travaux de fond.

Nous sommes convaincus que l'absence de résultats concrets de la septième Conférence d'examen du TNP fait qu'il est plus impérieux que jamais de progresser dans le cadre de la Conférence, tout particulièrement dans le domaine nucléaire. Nous souhaitons donc des progrès à la fois sur le fond et sur la procédure.

Sur le plan du fond, nous nous félicitons des vigoureux débats qui ont eu lieu sur les quatre questions fondamentales lors de la précédente présidence norvégienne. Ces débats ne se substituaient pas à des négociations, mais ils ont été une bonne occasion de vérifier les positions, en particulier après la Conférence d'examen du TNP. L'Italie est intervenue à chacune de ces séances. Nous serions prêts à poursuivre ces débats selon un mode interactif, de manière

(M. Trezza, Italie)

formelle ou informelle. Vous avez suggéré de ne pas rejeter cette idée. Faute de progrès sur un programme de travail, nous suggérons de reprendre ce type de débat structuré.

Le document informel de réflexion qui nous a été soumis sous la présidence des Pays-Bas marque une heureuse évolution. Son contenu pourrait constituer selon nous une base plus à jour pour définir un programme de travail consensuel, parce qu'il représente un compromis raisonnable entre les principales priorités exprimées par les États membres. Nous sommes prêts à continuer ce travail sur cette base, dans un esprit de multilatéralisme véritable et efficace. Ce document, bien qu'il n'ait pas encore de statut officiel, est selon nous un instrument utile pour, comme vous l'avez dit, «rapprocher les perceptions et les priorités des États membres».

Permettez-moi d'exprimer notre satisfaction de voir que vous avez l'intention de continuer à tenir des consultations avec les quatre présidents précédents et votre successeur du Pérou. Nous avons fortement le sentiment que ces consultations sont indispensables parce que la continuité et la cohérence entre des présidences par roulement qui se succèdent à un rythme rapide, trop rapide même, constituent une condition préalable minimale pour progresser. Nous appuyons aussi les délégations qui préconisent d'allonger la durée du mandat de président. Le prix à payer – un roulement selon un rythme moins rapide – serait compensé et même plus que compensé, je le pense, par un renforcement de l'efficacité et l'allongement de la «durée critique», ce qui permettrait à chaque président de jouer un rôle plus incisif.

Nous sommes d'accord sur le fait que la recherche d'un accord sur un programme de travail est une obligation collective et nous pensons aussi que la réalisation de progrès dépend de la volonté politique des membres. L'appel lancé par les chefs d'État et de gouvernement du G-8 pour la reprise de travaux de fond à la Conférence est un message politique au plus haut niveau. L'importance de la Conférence du désarmement a aussi été réaffirmée, de même que les regrets face à l'absence de progrès, dans le document final de l'année dernière de la quatorzième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés. Ces deux documents sont des expressions cohérentes d'une volonté politique et nous devrions faire fond sur eux. Un des meilleurs moyens de renforcer la volonté politique est d'encourager la participation aux travaux de la Conférence au niveau politique. Au début de cette année, le Président et le Secrétaire général ont adressé une invitation à tous les ministres des États membres et, de fait, nous avons observé une présence plus importante des délégations au niveau ministériel. Nous suggérons que cette initiative soit répétée. Je rappelle que tous les membres de la Conférence se sont félicités des déclarations de haut niveau en tant qu'expressions d'appui aux efforts de cette instance, ainsi que cela est indiqué dans notre rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'Italie a toujours estimé que la Conférence devrait être en phase avec les questions qui intéressent l'environnement international actuel en matière de sécurité. À cet égard, l'Italie se félicite de la reprise le mois dernier des pourparlers à six sur la péninsule coréenne et espère que des résultats positifs seront obtenus après la pause. L'Italie a été le premier État de l'Union européenne et du G-7 à établir des relations diplomatiques avec la République populaire démocratique de Corée. Nous l'avons fait en étroite consultation avec nos partenaires et en particulier avec la République de Corée. Nous avons toujours souhaité que la péninsule coréenne soit exempte d'armes nucléaires. La Sous-Secrétaire d'État italienne,

(M. Trezza, Italie)

M^{me} Margherita Boniver, effectuait une visite dans cette péninsule au moment où a été annoncée la reprise des pourparlers à six.

Dans le même esprit, conscients de l'importance de la question nucléaire iranienne pour l'environnement international actuel en matière de sécurité, nous rappelons la vive déception exprimée par la présidence de l'Union européenne à Vienne après la décision prise par l'Iran de reprendre ses activités de conversion de l'uranium. En attendant les résultats de la réunion du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA, nous réaffirmons que nous continuons à appuyer fermement la conclusion d'un arrangement satisfaisant à long terme sur la base de l'accord de Paris et nous demandons instamment le rétablissement de la suspension totale de toutes les activités d'enrichissement de l'Iran.

Enfin, dans la ligne de la déclaration susmentionnée du G-8, l'Italie est fermement convaincue que les normes approuvées au niveau multilatéral constituent une base pour les efforts de non-prolifération.

Compte tenu de la menace croissante que constitue la prolifération potentielle des armes de destruction massive, la communauté internationale doit absolument assurer une adhésion universelle à ces normes et un respect total de celles-ci, en particulier celles qui sont énoncées dans le TNP, la Convention sur les armes chimiques et la Convention sur les armes biologiques ou à toxines.

L'adhésion aux instruments internationaux susmentionnés et aux autres obligations relatives à la non-prolifération des armes de destruction massive ainsi que leur respect doivent être considérés comme l'un des critères les plus importants pour être admis comme membre des plus hauts organes et institutions de décision au niveau multilatéral.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, de cette déclaration fondamentale. Je pense que tous les membres de la Conférence du désarmement estiment, comme vous, que la Conférence devrait rester le centre de coordination pour toutes les questions relatives à la sécurité et au désarmement et les négociations sur ces questions. Je peux vous dire que rien n'est plus rassurant pour le Président de la Conférence, pour tout président en fait, que la grande attention accordée à ses remarques et déclarations d'ouverture. Vous avez analysé ma déclaration très soigneusement et vous en avez repris des passages. Je vous en remercie.

Vous avez fait observer qu'une proposition avait été faite. Le texte en a été distribué afin que nous puissions avoir un dialogue interactif sur toutes les questions dont la Conférence est saisie. La dernière fois que nous nous sommes réunis, j'avais eu le sentiment qu'il n'y avait pas d'accord sur cette proposition. Il y a eu des dissensions, mais aucune délégation ne l'a rejetée en disant que nous ne pouvions pas poursuivre sur cette voie. La proposition est toujours en suspens. Un groupe avait en fait donné au Président la souplesse nécessaire pour organiser de telles consultations et un dialogue interactif. Cela était acceptable pour les États membres. Cependant, je ne veux rien vous imposer. L'évolution devrait être naturelle. Je peux vous assurer que je poursuivrai mes consultations avec les anciens présidents et avec mon successeur.

(Le Président)

Si une synthèse est établie, si quelque chose de nouveau se produit, j'en ferai part au membre de la Conférence.

Enfin, vous avez dit que la participation politique facilitait les choses. Je suis d'accord avec vous. Un point de vue pourrait être que les décisions sont prises dans les capitales au plus haut niveau et qu'une participation cosmétique ou symbolique ne change rien, mais je pense que la participation de ministres des affaires étrangères permet de mieux faire prendre conscience des questions qu'aborde la Conférence et c'est donc une expérience utile. Chaque fois que l'occasion se présente, nous devons essayer de faire participer nos Ministres des affaires étrangères et nos dirigeants politiques aux débats de la Conférence.

Le prochain orateur sur ma liste est l'Ambassadeur Streuli, de la Suisse. Je présume, Monsieur l'Ambassadeur, que vous parlez au nom de la Suisse et de la France.

M. STREULI (Suisse): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous faire part, au nom de ma délégation, de notre satisfaction de vous voir présider à nouveau cette Conférence. La délégation suisse est prête à n'épargner aucun effort pour que cette Conférence s'entende sur un programme de travail et vous souhaite un plein succès dans cette tâche.

Comme vous le savez, ma délégation réfléchit depuis un certain temps, d'entente avec la délégation française et un certain nombre d'autres pays, sur certains nouveaux sujets. C'est donc dans ce contexte que je prends aujourd'hui la parole pour vous présenter avec nos amis français quelques réflexions concernant la protection des infrastructures critiques. Les nouvelles menaces non militaires, notamment le terrorisme international sous toutes ses formes, sont devenues un problème universel et stratégique. Les infrastructures critiques constituent des systèmes vitaux et des réseaux dont la dégradation porterait sérieusement atteinte au bon fonctionnement de la société. La France et la Suisse restent convaincues que la protection des infrastructures critiques nécessite une coordination au niveau international et la prise en compte de l'impact potentiel que peuvent avoir les défaillances des services critiques sur l'industrie, l'ensemble du secteur privé et le pays tout entier.

En octobre 2003, le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP) a organisé un forum sur le thème de la coordination en matière de protection des infrastructures critiques au niveau international ainsi qu'entre les gouvernements et le secteur privé. Les résultats de cette conférence, publiés en 2004 dans un rapport intitulé «Forum sur les infrastructures critiques», sont à la disposition du public sur le site Internet du GCSP (www.gcsp.ch).

Au début d'octobre 2004, le GCSP, en liaison avec le Haut Comité français pour la défense civile, a organisé un forum additionnel dans un domaine similaire, intitulé «Les États-Unis, l'Europe et le reste du monde». Encore une fois, ce deuxième forum a démontré que la sécurité intérieure était désormais devenue une préoccupation mondiale.

Afin de faciliter la réflexion sur le thème des infrastructures critiques dans le cadre de cette Conférence, nous mettons à la disposition de toutes les délégations le rapport de ce dernier forum du GCSP, publié en 2005. Nous espérons que ces informations contribueront à une discussion substantielle sur les nouveaux sujets qui devraient être considérés par notre Conférence.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je vous remercie de vos aimables remarques adressées à la présidence. Votre déclaration est très importante. Vous avez abordé une nouvelle dimension et je suis convaincu que tous les États membres ont dûment tenu note de la proposition que vous avez faite sur les infrastructures critiques.

Le dernier orateur sur ma liste est M. Tom Cynkin, représentant des États-Unis d'Amérique.

M. CYNKIN (États-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais): Nous notons qu'une réunion qualifiée de «réunion ouverte à tous sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace» se tiendra le 16 août. Dans la note annonçant cet événement que nous avons reçue, il est indiqué que cette réunion se tiendra dans le cadre de la Conférence du désarmement. Nous constatons en outre que cette réunion aura lieu dans la Chambre du Conseil. Nous reconnaissons à chaque délégation le droit de tenir des réunions non officielles et de réserver diverses salles du Palais, sous réserve des disponibilités.

Pour éviter toute ambiguïté, ma délégation tient à faire observer qu'aucune décision n'a été prise par consensus par la Conférence du désarmement pour tenir, approuver ou appuyer cette réunion de quelque façon que ce soit ou la faire appuyer par les membres du secrétariat de la Conférence, et encore moins dans le cadre de la Conférence du désarmement, ce qui n'apparaît pas forcément très clairement pour un observateur non informé.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je vous remercie de votre déclaration. Toutes les personnes concernées vous ont entendu. Je donne la parole à la Fédération de Russie.

M. VASILIEV (Fédération de Russie) (traduit du russe): Je profite de l'occasion pour m'associer à mon distingué collègue des États-Unis d'Amérique pour annoncer que le mardi 16 août à 15 h 15, ici dans cette même salle, la Fédération de Russie réunira un groupe à participation non limitée sur le problème de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, plus précisément, sur les points soulevés dans le document CD/1679 et les trois documents sino- russes suivants. Je vous rappelle que ce problème est traditionnellement inscrit à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement que nous avons adopté à l'unanimité ces dernières années. J'invite à nouveau tous mes distingués collègues à participer à cette réunion et j'espère qu'elle sera fructueuse.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): Je vous remercie de votre déclaration. Avant de lever la séance, je voudrais aborder deux points: premièrement, comme je l'ai dit précédemment alors que je répondais aux remarques faites par l'Ambassadeur de l'Italie, la proposition de dialogue interactif sur les quatre questions fondamentales qui ont été examinées sous la présidence norvégienne est toujours en suspens. Si des délégations souhaitent faire des déclarations sur ces questions, elles ont toute liberté pour le faire. Si vous voulez le faire de manière structurée, vous pouvez tenir des consultations entre vous dans les groupes régionaux et dire exactement ce que vous voulez à la présidence. Je m'en remets à vous. La présidence est prête à accepter un tel dialogue. Une approche a été suggérée selon laquelle si des délégations n'ont pas de fortes objections ou réserves quant à un dialogue structuré, rien ne devrait nous empêcher de tenir un tel dialogue, dans un cadre formel ou informel. Je laisse la question en suspens à ce stade.

(Le Président)

Le second point est que, comme vous vous en souvenez, dans ma déclaration d'ouverture, j'ai dit que nous pourrions consacrer cette séance à un débat sur le programme de travail. Avant cette séance, j'ai consulté les groupes régionaux et leur coordonnateur et il ressort de ces consultations qu'il n'y a aucune nouvelle proposition ou suggestion et je ne sens aucun mouvement dans cette direction. Si vous avez des suggestions à faire d'ici la prochaine séance, je vous encourage à les présenter au Président. Je resterai disponible pour tenir des réunions avec vous. Si vous avez des propositions, anciennes, nouvelles ou novatrices à faire, je vous encourage à m'en faire part.

Comme je l'ai dit, il n'y a pas d'autres orateurs inscrits sur ma liste. Une délégation souhaite-t-elle prendre la parole? Ce n'est apparemment pas le cas. Nos travaux sont donc terminés pour aujourd'hui. La prochaine séance plénière de la Conférence se tiendra le jeudi 18 août 2005, à 10 heures dans cette même salle.

La séance est levée à 11 h 5.
